

# **GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET HEXAGONE POSSIBLE D'UNE CROISSANCE DE QUALITÉ EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)**

**BOBO B. KABUNGU\*<sup>1</sup> ET PASCALINE NTABUGI BARAKOMERWA\*\***

## ***Résumé***

Cela fait des années que la croissance économique de la RDC revient dans tous les discours. Certes, elle est réelle. Mais le problème est de s'assurer de sa qualité. Tel est l'objectif de cet article qui s'appuie sur six critères d'évaluation ad hoc que sont la stabilité, la robustesse, la diversification, la complexité, le respect de l'environnement et l'inclusion. Pour chacun des angles d'analyse, il a été question de situer la RDC sur une échelle normative à trois paliers (faible, moyen, fort), la jonction desdits angles constituant l'hexagone possible de la qualité de la croissance observée globalement des années 1980 à la décennie 2010. Il en ressort que l'économie congolaise reste tributaire de la rente minière et ses exportations sont structurellement orientées vers un petit groupe de pays, réduisant ainsi sa résilience. Par ailleurs, ses produits ont une faible valeur ajoutée et le partage des fruits de la croissance demeure un défi.

***Mots-clés :*** *Ressources naturelles, RDC, qualité de la croissance, secteur minier, diversification, complexité économique, croissance inclusive.*

## ***Abstract***

It has been years since the economic growth of the DRC keeps reverting in all speeches. Surely, it is real. But the problem is to make sure of its quality. This is the aim of this article, which is based on six ad hoc evaluation criteria: stability, robustness, diversification, complexity, respect for the environment and inclusion. For each of the angles of analysis, it was a question of situating the DRC on a normative scale with three levels (low, medium, strong), the junction of these angles constituting the possible hexagon of the quality of the growth observed globally from the 1980's to the decade of 2010. It turns out that the Congolese economy remains dependent on the mining rent and its exports are structurally oriented towards a restricted group of countries, thus reducing its resilience. In addition, its products have low added value and the sharing of the fruits of growth remains a challenge.

---

\* Etudes postdoctorales à l'IUDI/Cameroun en cours. Ph. D. en Administration publique à la BIU de Madrid. DESS en Economie du développement. Chercheur au Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH). Email : [bobokabungu@gmail.com](mailto:bobokabungu@gmail.com). Tél. : + 243 81 025 94 12

\*\* Etudes doctorales en cours (cotutelle BIU/Economie et Finances – IUDI/Business Administration). Master 2 en Economie Monétaire et Financière. Cadre à l'Observatoire Congolais du Développement Durable (OCDD). Email : [pascalinentabugi2011@gmail.com](mailto:pascalinentabugi2011@gmail.com). Tél. : +243 81 228 09 52

*Key words: Natural Resources, DRC, quality of growth, mining sector, diversification, economic complexity, inclusive growth.*

## 1. INTRODUCTION

L'économie n'hésite pas à faire usage des concepts, au départ, propres à la médecine. Il est fréquent, en effet, de retrouver dans le langage économique les mots comme croissance, dépression, crise, atonie, marasme, etc. devenus courants dans le jargon. Cet emprunt ne se limite pas à la terminologie mais utilise également l'essence des concepts. Dès lors, les économistes n'hésitent pas à comparer le fonctionnement de l'organisme humain à celui d'un pays qui, tout au long de sa vie, évolue en contact avec l'extérieur. En fonction d'une part, de sa résilience ou de sa fragilité, et d'autre part, de la nature et de l'ampleur d'un choc, le corps humain, tout comme l'économie d'un pays ou d'une région, peut subir les effets d'une crise aux conséquences multiples sur sa croissance.

Le parallélisme devient plus captivant lorsque l'on se réfère aux étapes de la croissance mis en exergue dans les travaux de Rostow (1963) pour qui le développement de toute société passe par cinq phases : la société traditionnelle, la transition ou les conditions préalables au démarrage, le démarrage proprement dit, la marche vers la maturité, et l'ère de la consommation de masse. En effet, pour revenir à l'organisme humain, cinq étapes peuvent également être cités entre la naissance et l'âge adulte : l'âge du nourrisson, l'enfance, l'adolescence, l'adulescence<sup>3</sup> et l'âge adulte. Mais quand bien même il serait possible pour deux personnes d'atteindre l'âge adulte et la vieillesse, ce qui importe le plus est de connaître la qualité de vie qu'elles auront mené pour y arriver.

Dans un article paru sous l'égide du Fonds Monétaire International (FMI), Mlachila, Tapsoba et Tapsob (2015, p. 15) affirment que « la qualité de la croissance compte autant que son niveau, voire plus ». Les analyses économiques ne se limitent plus qu'à constater la progression du produit intérieur brut d'un pays ou d'une région mais s'attardent également sur le bénéfice que les générations présentes et futures en tirent effectivement. La critique peut paraître plus sévère à l'égard des pays les mieux dotés en ressources naturelles étant donné que, toutes choses restant égales par ailleurs, celles-ci leur donnent un avantage comparatif dans un monde où la production et les échanges sont corollaires à la détention des matières premières, à leur transformation ainsi qu'au transport des produits finis vers les lieux de consommation.

Parmi les pays du monde riches en ressources naturelles, la République Démocratique du Congo (RDC) figure en tête de liste. Au-delà de sa position géostratégique qui lui offre, d'une part, sur le plan climatique, une pluviométrie favorable à la culture d'une

---

<sup>3</sup> Il s'agit de l'étape intermédiaire entre l'adolescence et l'âge adulte. Elle se situe généralement entre 19 et 30 ans.

diversité de denrées et propice à l'élevage ainsi qu'à la pêche et, d'autre part, d'un point de vue logistique, un accès à plusieurs corridors d'exportation de ses produits, le pays dispose de vastes terres arables susceptibles dont la superficie est de dimension continentale (80,0 millions d'hectares). En outre, la découverte régulière de gisements miniers de plus en plus fournis en ressources rares et demandées sur le marché mondial (cuivre, cobalt, diamant, or, colombo tantalite, uranium, pétrole, charbon, gaz méthane, étain, cassitérite, manganèse, plomb, zinc, etc.) font du pays un scandale géologique. Il s'agit donc d'un des pays les plus riches potentiellement, à côté du Nigéria, de l'Afrique du Sud, de l'Angola, de l'Algérie, du Maroc, du Botswana et du Soudan réputés détenir d'importantes ressources naturelles. Hélas, à fin 2017, sa population est réputée l'une des plus pauvres de la planète, avec un PIB/habitant de 449,2 USD alors la moyenne en Afrique subsaharienne est au-delà de 1.570,00 USD selon les perspectives économiques régionales du FMI (2018).

Ce tableau paradoxal et, pour le moins, peu reluisant est nuancé lorsque l'on observe la tendance de la croissance économique en RDC, comparé à ses pairs du Continent. En effet, en 2017, l'activité économique a crû de 3,7 % en RDC, revenant de 2,4 % une année plus tôt, contre 2,5 % en 2017 et 1,2 % en 2016 en moyenne en Afrique subsaharienne. Cette évolution confirme ainsi le dynamisme productif supérieur de la RDC dans la sous-région, d'autant plus que l'on observe, entre 2010 et 2016, un taux de croissance moyen de 6,91 en RDC, contre 4,52 pour les pays du Continent au Sud du Sahara. Ce qui précède nous pousse à nous interroger sur la qualité de cette croissance entre 2001 et 2017, avec, par moment, un regard rétrospectif sur les années 1980 et 1990, sans s'écarter de la gestion des ressources naturelles.

Le choix de cette période relève principalement du fait de la reprise économique intervenue en 2001 dans un contexte de relance de la coopération avec les partenaires traditionnels au développement et de mise en œuvre du Programme Intérimaire Renforcé. En effet, après 20 ans de programmes avortés, de recul de l'activité économique et de paupérisation générale, les deux décennies après 2000 se sont caractérisées par une croissance économique positive et ce, malgré les chocs liés à la crise financière de 2008-2009 et à la chute des cours des produits d'exportation en 2015-2016. A ce motif s'ajoute celui de la disponibilité des données sur le sujet.

## **2. REVUE DE LA LITTÉRATURE**

### **2.1. La croissance dans la pensée économique**

La croissance économique traduit la variation de l'activité productrice de biens et services sur un territoire donné et pour une période précise. Les usages veulent que l'on se réfère au PIB dont la progression est exprimée par le taux de croissance généralement annuel. Pour des besoins d'évaluation et suivant le développement de l'appareil

statistique du pays ou du groupe de pays considérés<sup>4</sup>, ce taux peut être suivi en infra annuel, avec des échéances mensuelle et/ou trimestrielle.

Plusieurs auteurs ont abordé, depuis Adam Smith, les questions liées à la croissance économique. Le tableau 1 en donne une vue des principaux que ne peut s'empêcher de citer la majorité des ouvrages de théorie économique ou d'histoire de la pensée économique. Nous en retenons que la croissance, telle qu'étudiée de nos jours, date de la première révolution industrielle<sup>5</sup>. Lancé vers la fin du 18<sup>ème</sup> siècle par Adam Smith, le thème de la croissance a occupé les économistes au 19<sup>ème</sup> siècle, avec comme têtes d'affiche Malthus, Ricardo et Marx. Mais les modèles théoriques sur la croissance n'auront des échos planétaires qu'à partir du milieu du 20<sup>ème</sup> siècle avec, les travaux des postkeynésiens (Harrod-Domar) et néoclassiques (Solow) qui se sont intéressés, notamment, à la croissance équilibrée, avant de laisser la place aux théoriciens de la régulation et de la croissance endogène (Jones, 2000 ; Kabungu, 2019).

Tableau 1. La croissance et les courants de pensée.

Auteurs	Courants de pensée	Apports
Smith (1776)	Précurseur	La division internationale du travail est un facteur de croissance.
Malthus (1796)	Précurseur	La démographie galopante limite la croissance.
Ricardo (1817)	Précurseur	La croissance est limitée par la loi des rendements décroissants. En guise de solution, il est préconisé d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs).
Marx (1867)	Précurseur	La croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit.
Schumpeter (1942) cité par Diemer (n. d.)	Défenseur de l'entrepreneuriat	Le progrès industriel est porté par des innovateurs qui cherchent à emporter le gros lot.
Domar et Harrod cités par Diemer (n. d.)	Postkeynésien	Conditions et caractéristiques essentielles de l'équilibre d'une

<sup>4</sup> Il peut également s'agir d'une province ou d'un département...

<sup>5</sup> Nous ne doutons cependant aucunement de ce que les royaumes africains et sous d'autres cieux, à des époques bien éloignées de la Révolution industrielle, ont eu des périodes d'essor économique qui mériteraient leur place dans les chapitres de ces manuels.

d.)			économie capitaliste en croissance :
Ramsey (1928) cité par Diemer (n. d.), Solow (1956) et Lucas (1988)	Néoclassique		Solow : le montant de capital technique investi (machines, équipements, logiciels, infrastructures...) est à l'origine de la croissance par tête.
			Intégration du capital humain (éducation, expérience, santé...) dans le modèle.
Rapport Meadows (1972) cité par Diemer (n. d.)	Club de Rome		La croissance est finie en raison de l'explosion démographique, de la pollution et de l'épuisement des ressources naturelles.
Aglietta (1976), Boyer et (1978), (1986)	De la régulation Mistral Boyer		Il existe une diversité dans le temps et dans l'espace des types de croissance.
Romer (1986), Lucas (1988), Barro (1990)	De la croissance endogène		Il importe de tenir compte du caractère endogène de la croissance, de la réhabilitation de l'Etat et de l'histoire des pays dans la conception du modèle de croissance à suggérer.
Becattini (1991) cité par Diemer (n. d.)	Des districts industriels		Des inégalités régionales de la croissance subsistent.

Source : Les auteurs, inspirés de ceux cités dans la première colonne et de Diemer (n. d.).

## 2.2. La qualité de la croissance dans la littérature empirique

Selon Mlachila, Tapsoba et Tapsoba (2015, p. 14), « on ne dispose d'encore aucune définition rigoureuse ni (de) quantification officielle du terme "croissance de qualité" ». Cependant, avec Ianchovichina et Gable (2012), nous observons qu'un consensus se dégage des débats entre économistes sur le fait que la croissance n'implique ni ne garantit, de manière exclusive, l'amélioration du genre de vie des populations. Pour qu'une croissance soit véritablement appréciée, il sied qu'elle se fasse suivre d'une amélioration substantielle des conditions sociales. A défaut, la croissance devient théorique si pas chimérique.

Dans une note d'analyse de France Stratégie, Ducos et Barreau (2014) soumettent au débat quatre pistes pour mesurer la qualité de la croissance :

- (i) le capital humain et productif qui comprend les actifs physiques et incorporels d'une part et le niveau de formation de la population active d'autre part ;

- (ii) le capital environnemental qui situe l'état des ressources naturelles en fonction de seuils de dangerosité ;
- (iii) le capital social qui capte la soutenabilité sociale entendue comme le legs aux générations futures d'une société et d'un modèle de croissance égalitaire au sens de Wilkinson et Pickett (2009) et
- (iv) la soutenabilité de la dette ou la capacité de l'Etat à faire face aux dépenses liées à de son financement actuel et futur, sans modification exagéré de politiques publiques ni poids démesuré sur les générations à venir.

Ces pistes peuvent être explorées à travers sept indicateurs que nous agencions dans le tableau 2.

Tableau 2. Pistes et indicateurs de mesure de la qualité de la croissance

N°	Pistes	N°	Indicateurs
1	Capital humain et productif	1	Actifs productifs physiques et incorporels/PIB (%)
		2	Proportion des 25-64 ans titulaires d'un diplôme supérieur au brevet des collèges (%)
2	Capital environnemental	3	Proportion artificialisée du territoire national (%)
		4	Evolution de l'empreinte carbone, importations incluses
3	Capital social	5	Rapport entre le total des revenus détenus par le 5 <sup>ème</sup> le plus riche de la population et le total de ceux détenus par le 5 <sup>ème</sup> le plus pauvre (rapport S80/S20)
4	Poids de la dette	6	Dette publique nette/PIB (%)
		7	Dette extérieure nette/PIB (%)

Source : Présentation des auteurs, à partir de Ducos et Barreau (2014)

Girouard (2013, p. 2) se penche davantage sur l'écologie et le développement durable le cadre élaboré par l'OCDE qui « reflète la nature intégrée de la croissance verte et en décrit les principaux aspects : la productivité environnementale et des ressources de l'économie ; la base d'actifs naturels ; la dimension environnementale de la qualité de vie ; et les opportunités économiques et les réponses politiques ».

Pour leur part, Mlachila, Tapsoba et Tapsoba (2015, p. 15) ont proposé un indice de la qualité de la croissance (IQC) qui a le mérite de rendre compte « des multiples facettes de la croissance en mettant l'accent sur sa nature intrinsèque et les effets sociaux qu'on en attend » en agrégeant la nature intrinsèque de la croissance et sa dimension sociale. La vigueur, la stabilité, la diversification et l'orientation vers l'extérieur sont ainsi captées dans la nature propre de la croissance économique et les bénéfices sociaux escomptés appréhendés dans la dimension sociale sus-évoquée.

Abordant la question de la diversification, Sannasee, Seetanah et Lamport (n. d.) font remarquer que la concentration économique, qui s'apparente à une focalisation des produits de base et des marchés, est à considérer comme le facteur le plus important de l'instabilité des recettes d'exportation. « Ainsi, les pays dans lesquels la concentration des produits est importante subiraient les effets négatifs de la volatilité des prix du marché par le biais des fluctuations des recettes en devises » Sannasee, Seetanah et Lamport (n. d., p. 11). Acemoglu et Zilibotti (1997) renchérissent en montrant que par le fait de la diversification, les risques liés aux investissements sont désormais répartis sur un plus large portefeuille de secteurs économiques, à l'effet de favoriser une augmentation des revenus. Romer (1990) va dans le même sens et affirme que la diversification peut améliorer l'efficacité des autres facteurs de production. Spatafora (2019) cite trois raisons fondamentales qui plaident en faveur de la diversification : la réduction de la volatilité macroéconomique ou la dispersion des risques, la satisfaction des besoins d'emploi et l'amélioration des perspectives de croissance à long terme

Faisons également mention de l'indice de développement humain (IDH) et de l'indice de progrès social (IPS). Le premier a été promu par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et intègre trois dimensions : le revenu, l'éducation et la santé. Le second s'appesantit sur des aspects proches de la dimension sociale de l'IQC, mais ne capte pas les éléments fondamentaux de la croissance.

Après ce parcours théorique à forte empreinte historique, il nous paraît indiqué de passer en revue les résultats de quelques études menées dans différents pays au sujet de la croissance, de ses conditions ou facteurs ainsi que de ses contours en lien avec notre problématique. Le tableau 3 reprend une revue de cette littérature empirique.

Tableau 3. Revue de la littérature empirique sur la qualité de la croissance

Auteurs (année)	Sujet de l'étude	Résultats
Maldonado et Peralta (n. d.)	Récupération économique et pauvreté au Paraguay.	La croissance économique ne débouche pas toujours sur une certaine justice sociale.
Greenaway, Morgan et Wright (1999)	Sources de croissance.	Le volume, la valeur ajoutée et la composition des exportations tire la croissance économique. Le secteur manufacturier offre davantage d'externalités par rapport aux autres secteurs.
Ames et al. (2001)	Croissance, main d'œuvre et égalité dans la société.	L'instabilité de la croissance aggrave la pauvreté et favorise les inégalités (compromet les efforts pour l'égalité).
Dollar et Kraay, (2002)	Préalables à la réduction de la pauvreté.	La stabilité et la diversification de la croissance ainsi que l'ouverture sur l'extérieur sont nécessaires pour réduire la pauvreté.

Cling et al. (2004)	Révolution industrielle, croissance de la production et pauvreté en Angleterre.	La forte croissance économique enregistrée à l'époque de la révolution industrielle britannique du début du 19 <sup>ème</sup> siècle s'est fait accompagner d'une large paupérisation de la population.
Diao, Rattsø et Stokke (2006)	Mécanismes de transmission de l'orientation vers l'extérieur aux gains de productivité.	Une croissance orientée vers l'extérieur augmente les gains de productivité, entre autres par le truchement de l'apprentissage, de transferts de technologies et de connaissances et de l'investissement direct étranger.
Berg, Ostry et Zettelmeyer (2012)	Facteurs de durabilité (soutenabilité) de la croissance.	Sans croissance solide, aucune amélioration de la situation sociale n'est viable.
Papageorgiou et Spatafora (2012)	Causes et conséquences de la variabilité de la croissance.	La diversification de la croissance contribue à la réduction de la pauvreté, via l'atténuation de la variabilité des résultats économiques
Mlachila, Tapsoba et Tapsob (2015)	Conditions d'une croissance de qualité.	Il faudra plus qu'une croissance forte pour améliorer la conjoncture sociale.

Source : Les auteurs, inspirés de ceux cités dans la première colonne.

### 2.3. Hypothèse de l'étude

Pour revenir au cas congolais qui nous préoccupe, nous nous proposons d'évaluer la qualité de la croissance après 2000, en termes, notamment, de stabilité et de robustesse de l'activité, de diversification économique, de complexité des produits d'exportation, de respect de l'environnement et d'effort d'inclusion.

En effet, portée par la bonne tenue des cours mondiaux du cuivre principalement, dans un contexte d'implémentation de réformes courageuses, la croissance économique congolaise s'est affirmée sur près de deux décennies, avec des taux supérieurs à la moyenne subsaharienne. Cependant, note la Banque mondiale<sup>6</sup>, « en 2012, 77 % de la population vivait en situation d'extrême pauvreté, avec moins de 1,9 dollar par jour. Selon les dernières prévisions (...), le taux d'extrême pauvreté serait d'environ 73 % en 2018 ; ce qui place la RDC parmi les pays d'Afrique subsaharienne avec la plus forte pauvreté après le Nigéria » et remet sur la table la problématique d'une « croissance appauvrissante » dépassant le cadre du commerce international de Bhagwati (1958) et

<sup>6</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>.

intégrant les notions de viabilité (Ames et al., 2001 ; Dollar et Kraay, 2002), de polarité (Papageorgiou et Spatafora, 2012), de valeur ajoutée (Greenaway, Morgan et Wright, 1999), d'écologie (Girouard, 2013) et d'inclusion sociale (Mlachila, Tapsoba et Tapsob, 2015).

En d'autres termes, il sera question de vérifier si :

- la croissance économique est restée relativement stable tout au long de la période sous étude ;
- elle s'est maintenue à des niveaux élevés durant la période, comparativement à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et/ou au critère de convergence économique des pays de l'Afrique australe ;
- la croissance économique enregistrée ces dernières années en RDC est dépendante ou non, d'un côté, d'un seul ou d'un groupe restreint de produits et, de l'autre, d'un pays dont les oscillations de la demande affaibliraient les exportations du pays ;
- les produits congolais d'exportation ont une valeur ajoutée (complexité) pouvant accroître leur compétitivité sur le marché et augmenter les recettes au pays ;
- la croissance économique en RDC ne s'est pas fait suivre d'une dépréciation prononcée de la qualité environnementale de la vie ;
- la variation positive du PIB s'accompagne d'une amélioration du niveau et du genre de vie des populations en général et des plus pauvres en particulier.

En résumé, l'hypothèse que nous nous proposons de vérifier dans le cadre de la présente étude est que la croissance économique congolaise des dernières années n'est pas de bonne qualité, malgré son niveau, sa relative stabilité et un faible degré de pollution d'origine industrielle. Autrement dit, elle demeure quasiment unipolaire (un seul produit ou un seul partenaire domine le marché), n'est pas boostée par la manufacture et ne profite pas (encore) au grand nombre. Voilà ainsi présentées les angles de ce que nous appelons l'hexagone possible d'une croissance de qualité en RDC. Pour le construire, nous avons recouru à une méthodologie appropriée que nous présentons dans le point qui suit, avant d'en arriver aux résultats devant infirmer ou affirmer notre postulat de départ et nous conduire dans une phase de discussion.

### **3. MATÉRIEL ET MÉTHODOLOGIE**

Nous partons de la définition du développement qui s'entend, dans la théorie économique, comme l'ensemble des changements qualitatifs des structures économiques et sociales, y compris institutionnelles, qui soutiennent la croissance de manière durable. Le développement va donc au-delà de la croissance qui n'est qu'une augmentation soutenue de la production de biens et services pendant une période allant bien au-delà de la conjoncture (expansion).

Dans cet ordre d'idées, nous nous sommes référés (i) aux travaux de l'ONU sur les méfaits de la spécialisation des pays en voie de développement dans la production de matières premières peu élaborées ou non (peu) transformées (Prebisch, 1949) rejetant le modèle de spécialisation basé sur les avantages comparatifs, (ii) aux théories de la dépendance instrumentalisée (Furtado, 1995), de l'échange inégal entre pays du Nord et du Sud (Emmanuel, 1969), de croissance appauvrissante (Bienaymé, 2006).

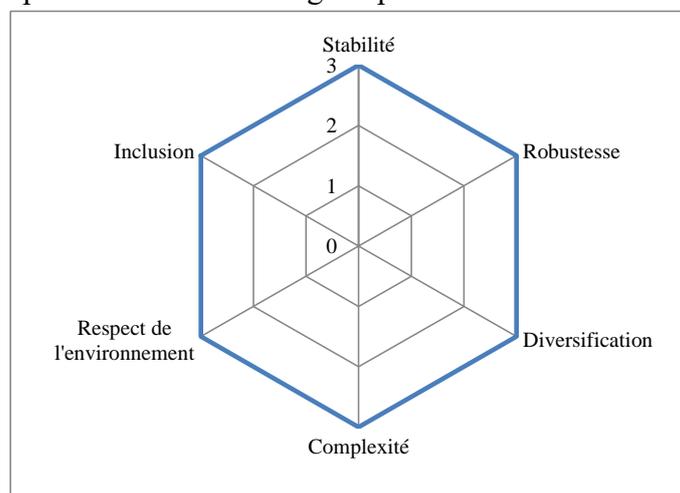
Comme nous l'avons dit plus haut, nous avons retenu six angles d'analyse dans le cadre de notre étude. Pour chacun des angles ou critères, il sera question de situer la RDC sur une échelle normative à trois paliers (faible, moyen, fort). La jonction desdits angles constitue l'hexagone possible<sup>7</sup> d'une croissance de qualité en RDC représentée graphiquement par un radar.

Tableau 4. Critères retenus pour la qualité de la croissance

	Nul	Faible	Moyen	Fort
Stabilité	0	1	2	3
Robustesse	0	1	2	3
Diversification	0	1	2	3
Complexité	0	1	2	3
Respect de l'environnement	0	1	2	3
Inclusion	0	1	2	3

Source : Les auteurs.

Figure 1. Représentation de l'hexagone possible d'une croissance de qualité



S'agissant de la stabilité de la croissance, nous considérons comme pérenne une croissance dont le taux et la volatilité (amplitude de la variation) sont, respectivement,

<sup>7</sup> Les auteurs souhaitent remercier le Professeur Vincent NGONGA NZINGA de qui ils tiennent l'expression « hexagone possible » quoi qu'utilisée ici dans un tout autre registre.

positif ( $> 0$ ) et faible au cours de la période sous revue. Cette volatilité sera appréhendée par l'écart-type de la série de données par décennie. En effet, l'écart-type est, en mathématiques, une mesure de la dispersion des valeurs d'une distribution ou de l'étalement des données autour de leur moyenne. Il s'obtient par la racine carrée de la variance ou par la moyenne quadratique des écarts par rapport à la moyenne.

En ce qui concerne la robustesse de la croissance, nous prenons pour référence le taux de croissance annuelle moyen de l'Afrique subsaharienne. La robustesse de la croissance sera réputée faible, moyenne ou forte selon que le taux de variation de la production est inférieure, égale ou supérieure à ce repère au niveau de la sous-région.

Du point de vue de la diversification de l'économie, nous aurons pour référence, d'un côté, la part des produits phares d'exportation et, de l'autre, celle des principaux pays de destination sur le total des exportations. La diversification permettra de mesurer la dispersion du risque.

En matière de complexité des produits d'exportation, le procédé consiste en la mesure de la connaissance de la société congolaise exprimée dans les produits qu'elle fabrique. La complexité économique d'un pays est calculée en fonction de la diversité de ses exportations (nombre de produits) et de l'ubiquité économique (nombre de pays capables de proposer les mêmes produits sur le marché). Deux grandeurs permettent au mieux de capter la montée en gamme des produits : l'indice de complexité économique (ICE) suggéré par Hidalgo et Hausmann (2009) et l'indicateur de sophistication d'Hausmann et al. (2007). Il intègre la variété et la qualité des produits et des services offerts par les pays. Les pays dont l'ICE est élevé sont généralement ceux dont les progrès technologiques sont fulgurants et dont la main d'œuvre est hautement qualifiée. Ils se distinguent dans les secteurs de l'automobile, des produits pharmaceutiques, de la finance, des biens de consommation, etc.<sup>8</sup>

Pour ce qui est de la qualité environnementale de la vie, elle est mesurée notamment par le degré de pollution atmosphérique capté par les émissions de CO<sub>2</sub> dont les effets sur l'environnement et la santé ne sont plus à démontrer. Plus les émissions sont élevées, moins l'environnement est de bonne qualité.

Au sujet du caractère inclusif de la croissance, nous comparerons, dans un premier temps, l'évolution du taux de croissance économique à celle du PIB/habitant et, dans un second, la contribution du capital et du travail à la croissance, suivant l'approche comptable de celle-ci. En effet, celle-ci prévoit que la croissance de la production dépende de celle des principaux facteurs :

$$\text{Croissance } Y = \text{CPTF (A)} + \alpha \times \text{CFC (K)} + \beta \times \text{CFT (L)}$$

Avec :

---

<sup>8</sup> Consulter [www.fr.ripleybelieves.com](http://www.fr.ripleybelieves.com) pour plus d'informations.

- CPTF : Croissance de la productivité totale des facteurs, y compris les facteurs secondaires ;  
 CFC : Croissance du facteur capital ;  
 CFT : Croissance du facteur travail (main d'œuvre).

Cette équation a pour origine la fonction de production reprise ci-dessous :

$$Y_t = A_t K_t^\alpha L_t^\beta \quad (\text{où } \alpha+\beta=1).$$

Les données sur la croissance économique (taux de croissance et PIB/habitant) ont été puisées de la base de données du FMI. Celles sur la diversification et la complexité économiques proviennent de l'Atlas de la complexité économique publié par Harvard University<sup>9</sup>. Les informations sur les émissions de CO2 ont pour source la base de données de la Banque mondiale.

## 4. RÉSULTATS ET DISCUSSION

### 4.1. Analyse de la croissance

#### 4.1.1. Angle de la stabilité

L'économie congolaise, à travers son histoire, a eu plusieurs phases de 1960 à 2018. Dans un premier temps (entre 1960 et 1973), la croissance était globalement positive avec un taux moyen de 3,98 %. Une phase de consommation des richesses produites a commencé en 1974 et s'est étendue à 1988, avec une décroissance moyenne annuelle de 1,19 %. Il s'en est suivi une période d'instabilité profonde entre 1989 et 2001 attestée, notamment, par un taux de croissance moyen de -4,49 % sur la période, avant de renouer avec une stabilité de 2002 jusqu'à nos jours.

Lorsque l'on met en lumière la période d'après 2000, il ressort que le rythme annuel de production des richesses est resté positif depuis 2002, malgré l'enregistrement de périodes de fléchissement dues, pour l'essentiel, à des chocs d'origine externe (crise économique internationale en 2007-2008 et baisse des cours des produits d'exportation en 2015-2016).

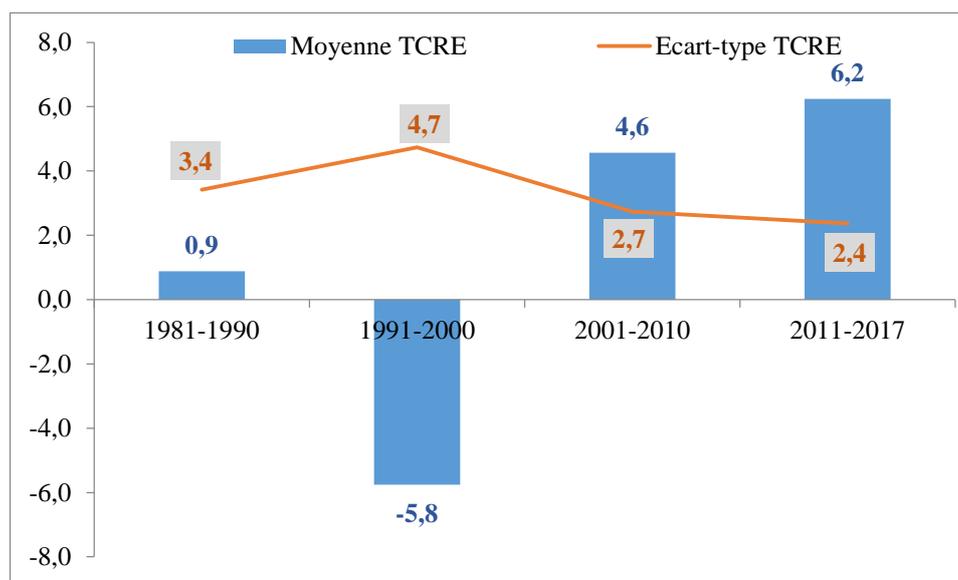
Par ailleurs, en étendant l'observation aux années 1980-1990, nous constatons, non seulement une remontée du taux de croissance économique, mais également un tassement de l'écart-type de la série divisée en quatre sous-périodes : 1981-1990, 1991-2000, 2001-2010 et 2011-2017. Le graphique 1 est explicite à ce sujet.

---

<sup>9</sup> Il s'agit d'un outil de recherche et de visualisation de données utilisé pour explorer la dynamique du commerce mondial au fil du temps et découvrir de nouvelles opportunités de croissance pour chaque pays du monde. Développé au Centre pour le développement international (CID) de Harvard, l'Atlas combine des données commerciales et des informations synthétiques issues des recherches du CID de manière accessible et interactive.

Au regard de ce qui précède, nous estimons que la croissance de l'économie congolaise est moyennement stable (2/3). Cette stabilité aurait été forte si l'économie était diversifiée, donnant aux pays plusieurs autres sources de recettes, en dépit d'une baisse de la demande d'un produit en particulier ou d'un pays tiers, partenaire privilégié fut-il.

Graphique 1. Evolution du taux de croissance économique de la RDC vue à travers les moyennes et les écarts-types des périodes (en %).



Source : Les auteurs sur la base des données de la Banque mondiale et de la BCC.

#### 4.1.2. Angle de la robustesse

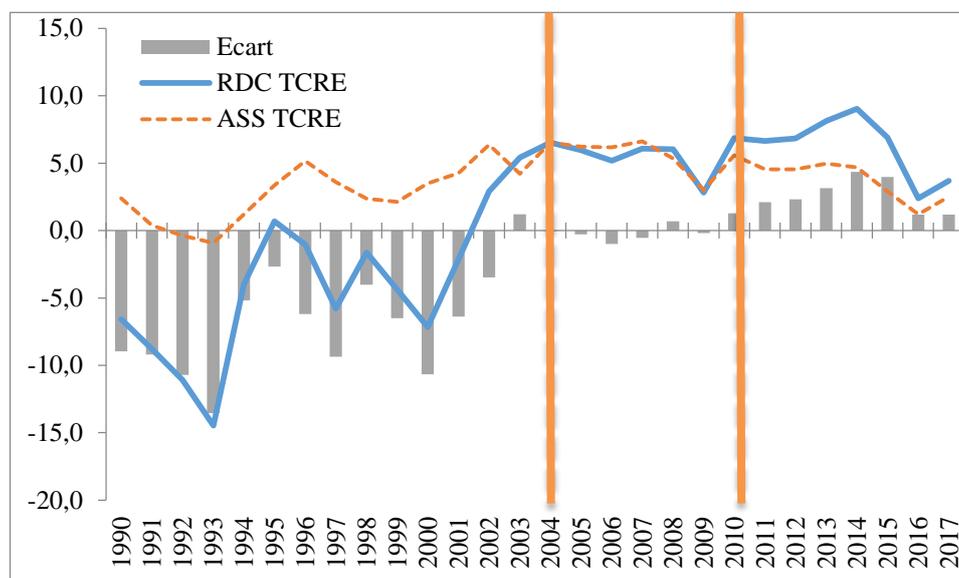
Afin d'évaluer la robustesse de la croissance, nous avons rapproché la variation du PIB congolais à celle de l'Afrique subsaharienne comme le suggèrent les analyses comparatives du FMI, de la Banque mondiale, des banques centrales, etc. Les résultats révèlent qu'après la période morose de la décennie 1990, une tendance affichée de la croissance à gagner en robustesse se remarque depuis les années 2000, avec un fort dynamisme à partir de 2010. En effet, la moyenne des écarts de taux de croissance économique (TCRE) en RDC et en Afrique subsaharienne (ASS) est passée de -7,4 points de pourcentage à 0,0 point puis à 2,4 points, respectivement entre 1990 et 2002, 2003 et 2009 ainsi que 2010 et 2017 comme le montrent le tableau 5 et le graphique 2 ci-après. Partant, nous estimons que la robustesse de la croissance est moyenne (2/3), tirée par le score moyen des huit dernières années, malgré la pesanteur du début du millénaire.

Tableau 5. Croissance économique en RDC vs en Afrique Subsaharienne

	Moyenne TCRE RDC	Moyenne TCRE ASS	Moyenne des écarts de TCRE RDC - ASS
1990-2002	-4,9	2,6	-7,4
2003-2009	5,4	5,4	0,0
2010-2017	6,3	3,9	2,4

Source : Calculs des auteurs. Données de la Banque mondiale et de la BCC.

Graphique 2. Evolution comparée des taux de croissance économique en RDC et en Afrique subsaharienne (ASS) de 1990 à 2017 (TCRE en %, Ecart en points de %)

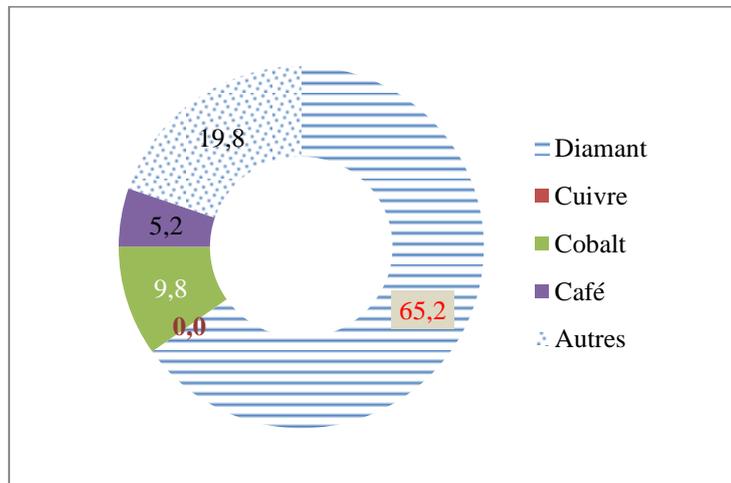


Source : Les auteurs sur la base des données de la Banque mondiale et de la BCC.

#### 4.1.3. Angle de la diversification

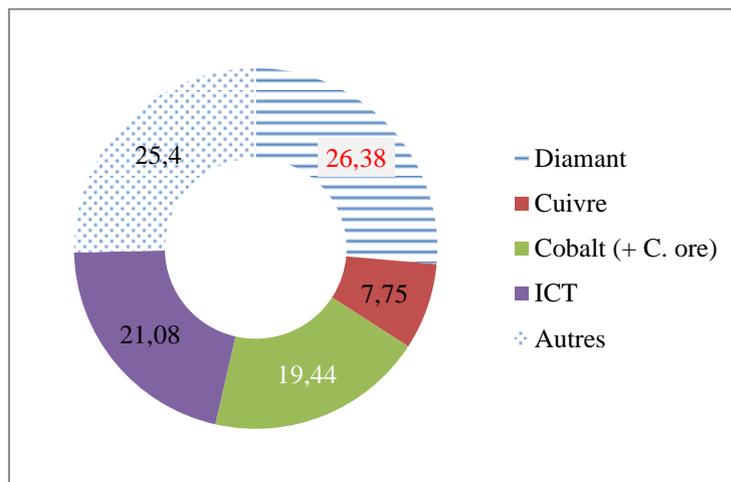
Nous avons vérifié la diversification de l'économie congolaise d'une part, via l'étude de la composition des produits d'exportation et, d'autre part, par le biais de l'analyse de leur destination, pour les années 1998, 2006 et 2016. Les résultats indiquent, en ce qui concerne les produits d'exportation, une forte dépendance envers le secteur minier, qu'il s'agisse du diamant qui constituait plus de 65,0 % des exportations de la RDC la première année, ou cuivre qui s'accapare plus de la moitié la dernière année. L'année 2006 se distingue légèrement avec l'entrée des services qui avaient pu occuper 21,0 % du total des exportations, avant une rechute les années d'après. Les figures 2, 3 et 4 donnent plus de détails sur cette dépendance au secteur minier étendu aux hydrocarbures qui absorbent la quasi-totalité des produits vendus par la RDC au reste du monde.

Figure 2. Part des principaux produits d'exportation de la RDC en 1998 (en pourcentage)



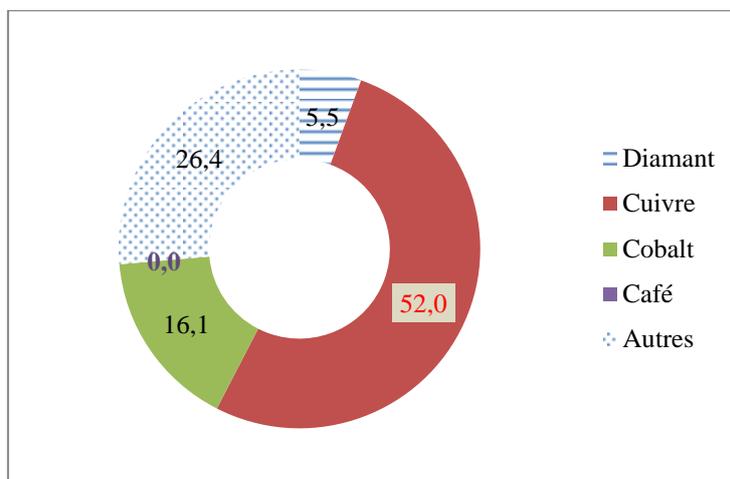
Source : Les auteurs, à partir des données du CID (2019)

Figure 3. Part des principaux produits d'exportation de la RDC en 2006 (en pourcentage)



Source : Les auteurs, à partir des données du CID (2019)

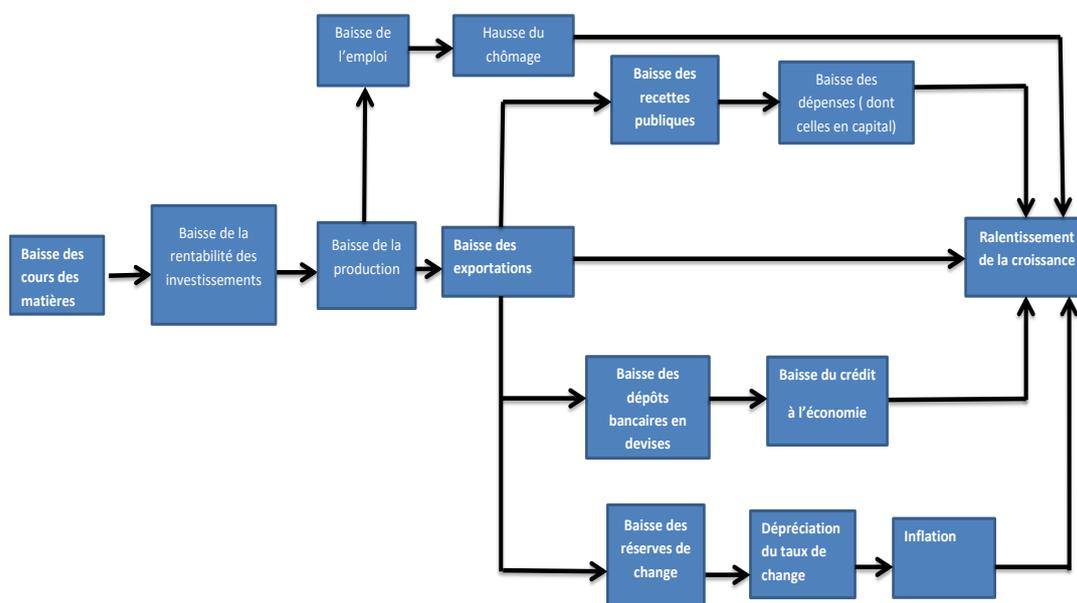
Figure 4. Part des principaux produits d'exportation de la RDC en 2016 (en pourcentage)



Source : Les auteurs, à partir des données du CID (2019)

Cette situation montre combien l'économie congolaise RDC est fragile face à la chute des cours de ses produits d'exportation. Si le prix du cuivre baisse sur le marché international, une avalanche de conséquences fâcheuses sur l'économie sera enregistrée, comme ce fut le cas en 2015-2016. La figure 5 en représente succinctement le schéma.

Figure 5. Impact de la baisse des cours des produits d'exportation de la RDC sur son économie (2015-2016)



Source : Kabungu (2016)

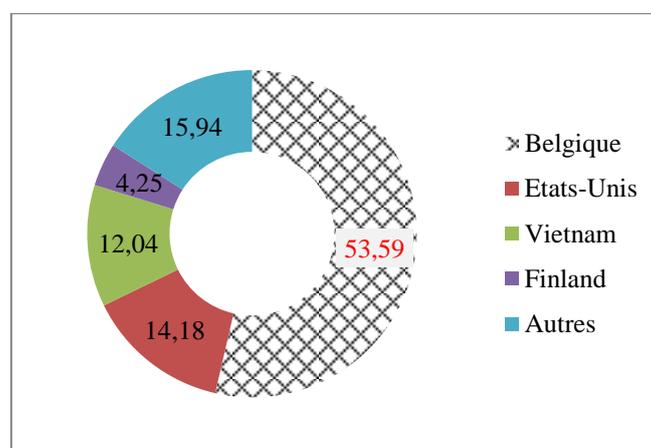
Il en ressort que le ralentissement de la croissance économique à l'époque était le résultat de la baisse de la production du fait du fléchissement de la rentabilité des

investissements. La chute de la production a entraîné la baisse des exportations avec un impact direct ou indirect sur la croissance. S'agissant particulièrement de l'impact indirect, trois circuits furent identifiés : celui de la baisse des recettes publiques induisant une compression des dépenses dont celles en capital, celui de la baisse des dépôts bancaires freinant le crédit à l'économie et celui de la baisse des réserves de change avec un impact sur le rythme de formation des prix intérieurs par le canal du taux de change (dépréciation). A ce circuit en trois axes, il s'ajoute la hausse du chômage née de la baisse de la production.

Pour ce qui est des pays de destination des produits, le tableau n'est guère plus encourageant. En effet, l'analyse révèle une constante dépendance vis-à-vis d'un partenaire privilégié, à l'exemple de la Belgique qui, en 1998, était la principale destination des exportations congolaise (54,0 %) ou de la Chine en 2016, avec 45,4 % du total.

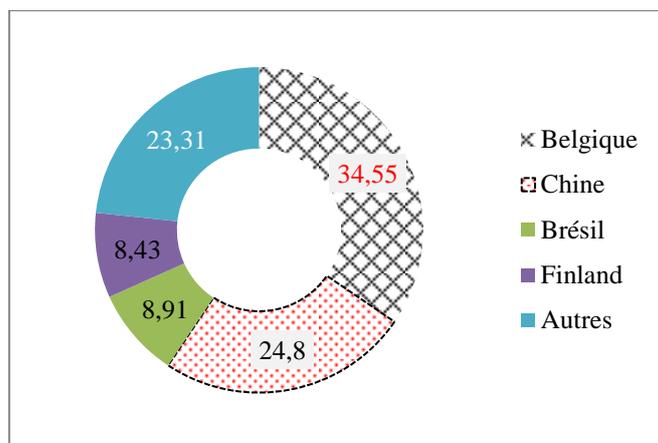
Une fois de plus, 2006 se situe à l'intermédiaire de ces deux années, avec un semblant de diversification malheureusement interrompue assez rapidement. Finalement, cette année-là n'aura servi que de transition entre une dépendance à l'endroit de la Belgique et une autre à l'endroit de la Chine. Les figures 6, 7 et 8 sont plus explicites à ce sujet.

Figure 6. Part (%) des principales destinations des produits d'exportation de la RDC en 1998



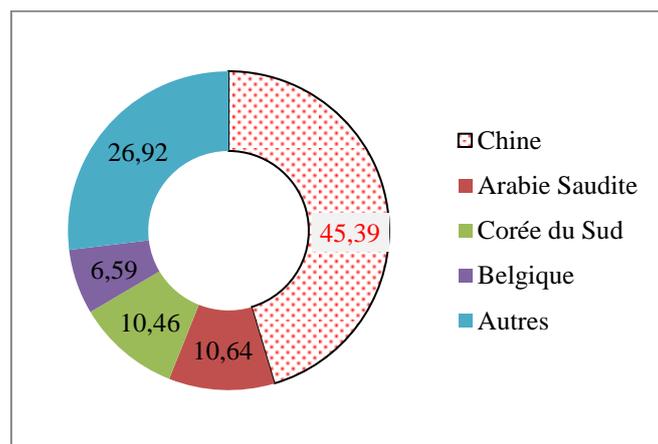
Source : Les auteurs, à partir des données du CID (2019)

Figure 7. Part (%) des principales destinations des produits d'exportation de la RDC en 2006



Source : Les auteurs, à partir des données du CID (2019)

Figure 8. Part (%) des principales destinations des produits d'exportation de la RDC en 2016



Source : Les auteurs, à partir des données du CID (2019)

Ceci étant, la diversification de l'économie congolaise est jugée (très) faible (1/3), tant au niveau de la composition que de la destination des produits d'exportation.

#### 4.1.4. Angle de la complexité

L'indice de complexité de l'économie congolaise est resté négatif sur toute la période sous revue et son niveau s'est davantage creusé en 2016 comparé à 2006. Le tableau 6 présente la timide évolution observée depuis 2006, à partir des données obtenues du CID (2019).

Tableau 6. Evolution de l'indice de complexité économique (ICE) de l'économie congolaise

Année	ICE
1996	- 1,13
2006	- 1,09
2016	- 1,18

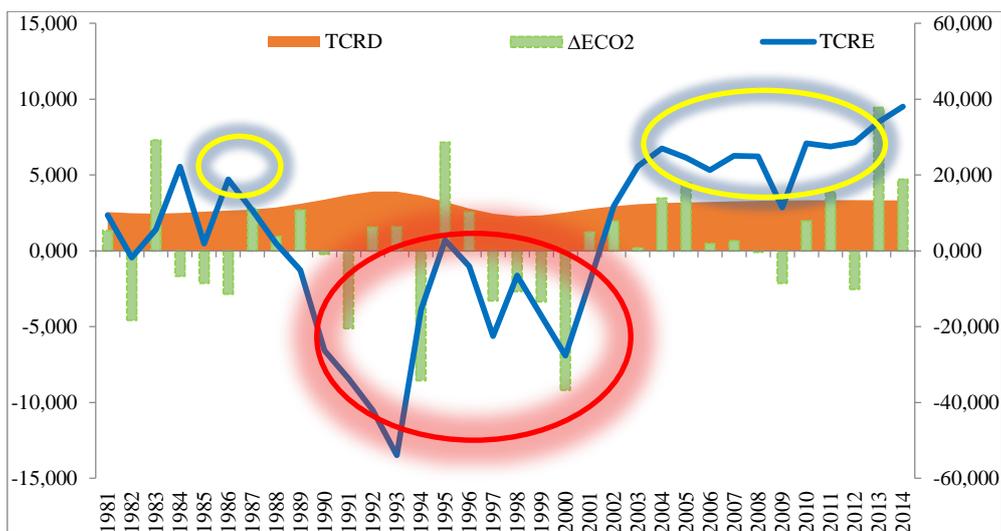
Source : Les auteurs, à partir des données du CID (2019)

Notons tout de même que la RDC exporte 33 produits présentant un avantage comparatif révélé ; ce qui sous-entend que sa part dans les exportations mondiales est plus importante que ce à quoi on pourrait s'attendre, considérant, d'une part, la taille de son économie d'exportation et, d'autre part, celle du marché international pour un produit donné. D'où une note de 1/3.

#### **4.1.5. Angle de la qualité environnementale de la vie**

La qualité environnementale de la vie renvoie à la pollution atmosphérique mesurée par les émissions de CO<sub>2</sub>. Une analyse graphique rapprochant l'activité économique à l'évolution de la population ainsi qu'aux émissions de CO<sub>2</sub> renseigne qu'entre 1981 et 2013, le taux de croissance du PIB n'était que rarement supérieur à la progression démographique et à la variation annuelle des émissions de CO<sub>2</sub> à la fois. Les années 2000 font partie de cette phase de distinction, la production des richesses demeurant tendanciellement supérieure aux mouvements nets de la population et au delta des émissions susmentionnées. La croissance économique a donc un coût moyen (2/3) en termes de perte de la qualité environnementale appréhendée par la variable retenue ici, comme le graphique 3 nous aide à nous en rendre compte ( $\Delta\text{ECO}_2$ , échelle de droite).

Graphique 3. Croissance et qualité de l'atmosphère en RDC

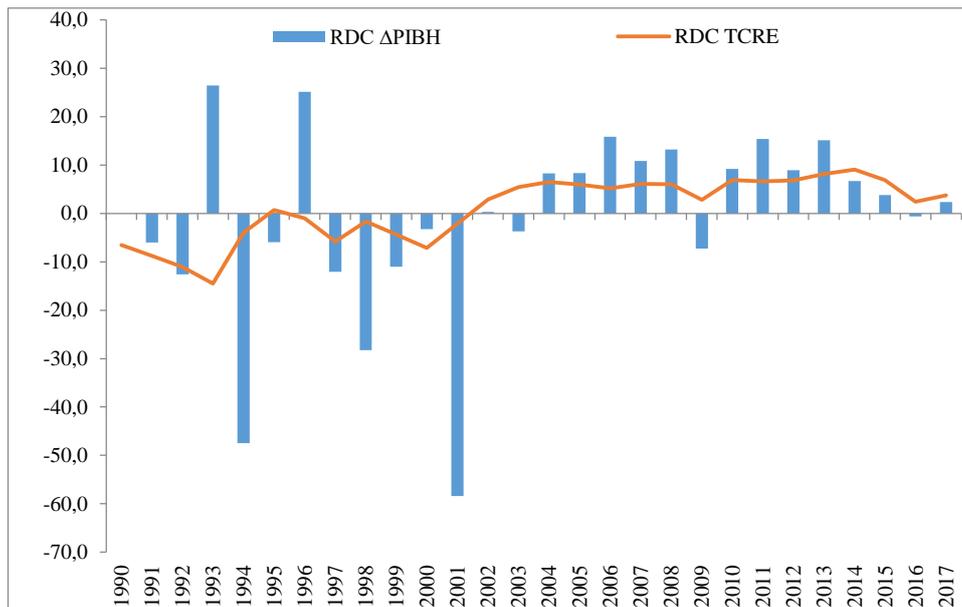


Source : Les auteurs sur la base des données de la Banque mondiale et de la BCC

#### 4.1.6. Angle de l'inclusion

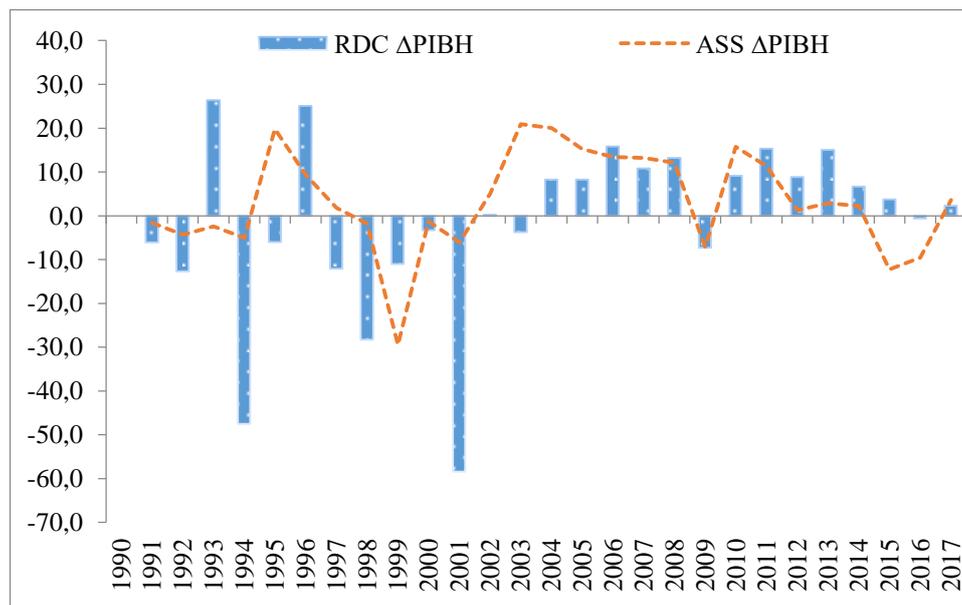
Afin d'évaluer le caractère inclusif de la croissance économique en RDC, nous avons : (i) comparé l'évolution du taux de croissance économique à celle de la variation du PIB/habitant durant les années 2000 et constaté que le rythme théorique de production des richesses par individu a été plus rapide que celui de création des richesses de façon globale, dans un contexte de tassement de l'effet population par rapport au dynamisme de l'activité ; (ii) rapproché la variation du PIB/habitant en RDC et en Afrique subsaharienne pour se rendre compte que les deux ou trois années de crises des années 2000 exceptées, la variation annuelle de la richesse individuelle produite en RDC est inférieure à celle de la moyenne de la sous-région ; (iii) la contribution de la main d'œuvre à la croissance a sensiblement baissé entre 2011 et 2014, comparativement à la décennie 2001-2010, laissant ainsi plus de place au capital. Ceci nous pousse à qualifier la croissance congolaise comme étant de faible degré d'inclusion (1/3).

Graphique 4. Croissance du PIB/habitant vs croissance économique en RDC



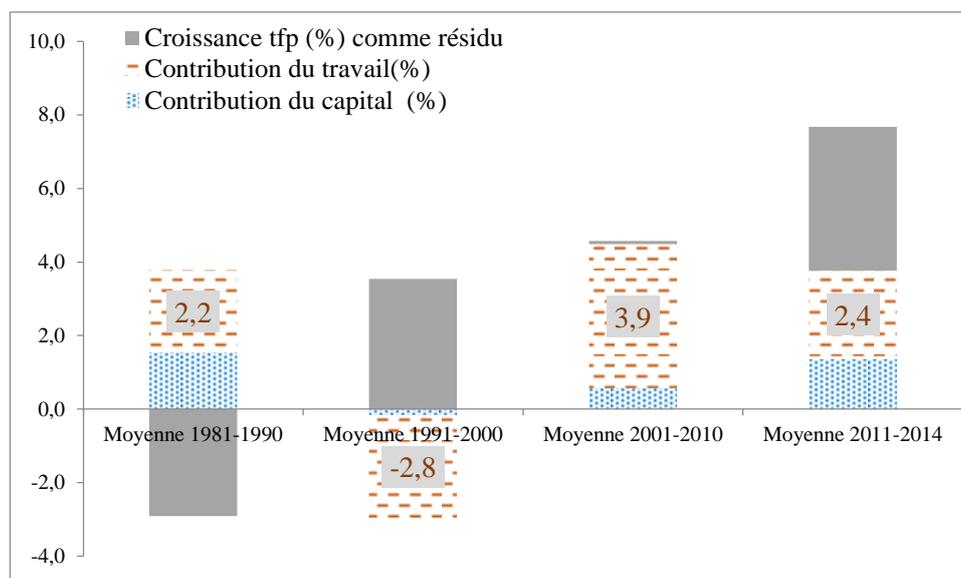
Source : Les auteurs sur la base des données de la Banque mondiale et de la BCC

Graphique 5. Croissance du PIB/habitant en RDC vs en Afrique subsaharienne (ASS)



Source : Les auteurs sur la base des données de la Banque mondiale.

Graphique 6. Contribution de la main d'œuvre à la croissance en RDC



Source : Les auteurs sur la base des données de la Banque mondiale.

#### 4.1.7. Position de la RDC dans l'hexagone possible d'une croissance de qualité

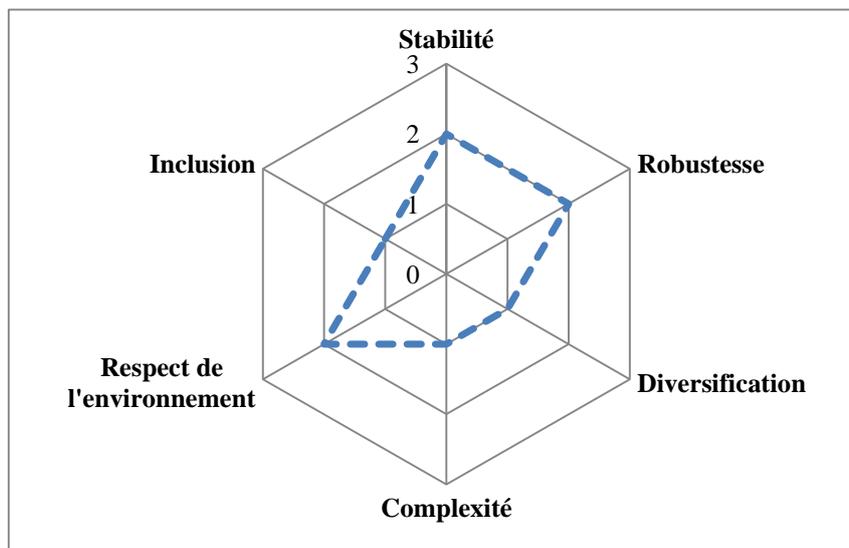
Les résultats présentés ci-dessus peuvent être regroupés dans le tableau 6 et résumés dans la figure 2. Il en ressort qu'après intégration d'une pondération accordant une place de choix (i) à la diversification, à la complexité et au caractère inclusif (poids 2), (ii) à la stabilité et au respect de l'environnement (poids 1,5) comparativement (iii) à la robustesse (poids 1), le score de 9/18 passe à 14/30, soit un niveau de 0,47 sur une échelle de 0,0 à 1,0 de l'indice calculé (indice de la qualité de la croissance intégrant la gestion des ressources naturelles).

Tableau 6. Indice de la qualité de la croissance intégrant la gestion des ressources naturelles

Critère	Score	Niveau	S. Max	Poids	Note	N. Max	IQCRN
Stabilité	2	Moyen	3	1,5	3	4,5	
Robustesse	2	Moyen	3	1	2	3	
Diversification	1	Faible	3	2	2	6	
Complexité	1	Nul	3	2	2	6	
Respect de l'environnement	2	Moyen	3	1,5	3	4,5	
Inclusion	1	Faible	3	2	2	6	
	9		18	10	14	30	0,47

Source : Calcul des auteurs.

Graphique 7. Représentation des scores obtenus pour les critères de qualité de la croissance



Source : Calculs et représentation des auteurs.

#### 4.2. Discussion

Notre étude avait pour objectif de vérifier le postulat selon lequel la croissance économique congolaise des dernières années n'était pas de bonne qualité, malgré son niveau, sa relative stabilité et un faible degré de pollution d'origine industrielle. Notre analyse est parvenue à confirmer cette hypothèse, avec l'avantage de souligner le caractère unipolaire de la croissance qui dépend, aujourd'hui, du secteur minier et de la Chine principalement. Par ailleurs, elle ne profite pas encore au grand nombre, faisant des taux de croissance positifs à répétition « l'affaire des politiques », loin des populations qui attendent goûter véritablement aux fruits de ce dynamisme de l'activité.

Nos résultats rencontrent, dans un premier angle, ceux de Maldonado et Peralta (n. d.) qui ont travaillé sur la récupération économique et la pauvreté au Paraguay et ont démontré que la croissance ne se faisait pas toujours suivre de justice sociale. Ils se rapprochent également de ceux de Cling et al. (2004) qui ont révélé que la forte croissance économique enregistrée lors de la révolution industrielle britannique s'était fait accompagner d'une large paupérisation de la population. Dans un second angle, nos travaux vont dans le sens de ceux de Berg, Ostry et Zettelmeyer (2012) qui ont montré qu'une croissance solide est un des éléments déterminants de l'amélioration de la situation sociale. Mais comme l'ont dit Mlachila, Tapsoba et Tapsob (2015), il faudra plus qu'une croissance forte pour améliorer la conjoncture sociale. La RDC est donc sur la bonne voie, mais devrait accélérer son processus de diversification et de complexification économiques à l'effet, respectivement, d'être à l'abri des chocs liés à la conjoncture internationale et d'imposer des produits et des services hauts de gamme sur le marché international, avec un retour positif sur sa croissance, en termes de robustesse et de stabilité. Ce n'est qu'à cette condition, estiment Papageorgiou et

Spatafora (2012) que la réduction de la pauvreté sera possible via l'atténuation de la variabilité des résultats économiques dans le temps.

Ce qui précède nous pousse à envisager des études (i) sur la relation entre la composition des exportations et la croissance à l'instar de Greenaway, Morgan et Wright (1999), (ii) sur le lien entre le choix de l'orientation de la croissance (demande intérieure vs demande extérieure) et l'émergence des pays en voie de développement ainsi que sur (iii) une amélioration de notre indice<sup>10</sup>.

## 5. CONCLUSION

Les développements ci-dessus présentent l'avantage de contribuer au débat sur la qualité de la croissance économique de la RDC suivant l'objectif de cette étude dont l'hypothèse rejetant cette qualité est confirmée. En effet, en se basant sur six axes d'analyse constituant les angles de l'hexagone possible de la qualité de la croissance (stabilité, robustesse, diversification, complexité, respect de l'environnement et inclusion), l'évaluation effectuée grâce à une échelle normative a abouti au résultat selon lequel la croissance économique, observée en RDC des années 1980 à la décennie 2010, n'était pas de bonne qualité, quand bien même son niveau est demeuré au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne au cours de la seconde partie de la série. Par ailleurs, la recherche a mis en évidence le caractère unipolaire de cette croissance qui attend tout du secteur minier, avec pour partenaire déterminant la Chine.

Il a ainsi été révélé que la croissance économique en RDC est tirée essentiellement par le secteur primaire, avec une forte dominance minière. La contribution du secteur secondaire, pourtant multiplicateur des richesses et créateur d'emplois, est très faible. Alors que la croissance économique en RDC demeure globalement stable et relativement soutenue depuis près de vingt ans, son caractère unipolaire du fait de la dépendance vis-à-vis de la rente minière fait d'elle une « croissance accidentelle » et donc peu planifiée. C'est là l'un des apports originaux de cette étude. Point n'est besoin de rappeler qu'une croissance économique soutenue et durable exige une contribution des politiques sectorielles comme déterminants majeurs. Il est donc utile que les rôles des secteurs minier, agricole et industriel dans la relance économique en RDC soient spécifiés.

Sur le plan minier, il conviendrait d'investir davantage dans la mise en valeur des ressources minérales, en l'occurrence les métaux de base, les métaux précieux et les pierres précieuses et que l'on améliore les infrastructures de base et la fourniture en énergie électrique pour garantir une meilleure exploitation dans ce secteur. En outre,

---

<sup>10</sup> Des travaux ultérieurs pourront faire l'objet de staff-meetings à la Banque Centrale du Congo dont les initiateurs sont vivement salués, avec une mention spéciale au Directeur Général Jean-Louis KAYEMBE WA KAYEMBE, au Conseiller Alain MALATA KAFUNDA et au Directeur Damas DJAMBA ELUHU. Les discussions qui s'y déroulent sont une source d'inspiration pour beaucoup de chercheurs.

compte tenu du caractère épuisable de ces minerais, le Gouvernement devrait appuyer les recherches géologiques en vue de découvrir de nouveaux gisements, à exploiter judicieusement et dans le respect de l'environnement. Quant au secteur agricole dont le potentiel est inouï, il sied d'élaborer une politique nationale en cohérence avec les autres secteurs, de créer des chaînes semencières, de regrouper les producteurs et de renforcer le système de vulgarisation. Ces recommandations soutenues par la BCC (2018) constituent le point de départ pour une croissance de qualité dans un pays riche en ressources naturelles.

Ceci dit, au-delà des pistes de recherche annoncées dans la discussion, il siérait d'approfondir l'étude sur la complexité de l'économie congolaise abordée ici dans un ensemble plus vaste et de réfléchir sur la construction d'un indice de la qualité de la croissance selon le degré de développement des pays car, à chaque phase de progrès économique et social, correspondent des capacités macroéconomiques différentes et des attentes spécifiques des populations concernées.

## 6. BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA, M. (1976). Régulation et crise du capitalism. Calmann-Levy.
- ACEMOGLU, D. & ZILIBOTTI, F. (1997). Was Prometheus unbound by chance? Risk diversification and growth. *Journal of Political Economy*. 105(4), 709-751.
- AMES, B., BROWN, W., DEVARAJAN, S. & IZQUIERDO, A. (2001). Macroeconomic Policy and Poverty Reduction. Washington: International Monetary Fund and World Bank.
- BHAGWATI, J (1958). Immiserizing Growth: A Geometrical Note. *Review of Economic Studies*. 25, 201-205.
- BARRO, R. J. (1990). Government Spending in a simple model of endogenous growth, *Journal of Political economy*. (98)5, S103-S125.
- Banque Centrale du Congo [BCC]. (2018). Rapport global de la Conférence économique sur le thème “De la stabilisation à la croissance économique durable : enjeux et perspectives”. Lubumbashi : Auteur.
- BERG, A., OSTRY, J. D. & ZETTELMEYER, J. (2012). What Makes Growth Sustained?. *Journal of Development Economics*, (98)2, 149-66.
- BIENAYME, A. (2006). *Les grandes questions d'économie contemporaine*. Paris : Odile Jacob.
- BOYER, R. (1986). *La théorie de la régulation : une analyse critique*. Agalma : La Découverte.
- BOYER, R. & MISTRAL E. (1978). Accumulation, inflation et crises. Paris : PUF.
- Centre de Développement International [CID]. (2019). Atlas de la complexité économique. [en ligne] <http://atlas.cid.harvard.edu/> consulté le 21 mai 2019 à 22 :16 heure de Kinshasa.

- CLING, J.P., DE VREYER, P., RAZAFINDRAKOTO, M. & ROUBAUD, F. (2004). La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté. *Revue Française d'Economie*, (18)3, 138-187
- DIAO, X., RATTSSØ, J. & STOKKE, H. E. (2006). Learning by Exporting and Structural Change: A Ramsey Growth Model of Thailand. *Journal of Policy Modeling*. (28)3, 293-306.
- DIEMER, A. (n. d). La croissance économique. Cours d'Economie générale. Economie – Gestion. Auvergne : IUFM.
- DOLLAR, D. & KRAAY, A. (2002). Growth Is Good for the Poor. *Journal of Economic Growth*, (7)3, 195-225.
- DOMARD E. D (1957). *Essays in the Theory of Economic Growth*, Oxford University.
- DUCOS, G. & BARREAU, B. (2014). Quels indicateurs pour mesurer la qualité de la croissance ? *Note d'Analyse*. Septembre 2014. Paris : France Stratégie.
- EMMANUEL, A. (1969). *L'échange inégal*. Paris : Maspéro.
- FMI. (2018). *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*. Washington DC : Auteur.
- FURTADO, C. (1995). *Le Brésil après le miracle*. Paris : Maison des sciences de l'homme.
- GIROUARD, N. (2013). *Indicateurs de croissance verte. Le cadre d'analyse et les travaux de l'OCDE*. Paris : Conseil économique pour le développement durable.
- HAUSMANN, R., HWANG, J. et RODRIK, D. (2007). What you export matters. *Journal of Economic Growth*. 12(1), 1-25.
- HIDALGO, C. ET HAUSMANN, R. (2009). The building blocks of economic complexity. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*. 106(26), 10570-10575.
- IANCHOVICHINA, E. & GABLE, S. L. (2012). What Is Inclusive Growth?. In *Commodity Price Volatility and Inclusive Growth in Low-Income Countries*. Ed. by R. Arezki, C. A. Pattillo, M. Quintyn and M. Zhu. Washington: International Monetary Fund.
- JONES, C.I. (2000). *Théorie de la croissance endogène*. Bruxelles : De Boeck.
- KABUNGU, B. B. (2016). *Impact de la baisse des cours des produits d'exportation sur l'économie congolaise : Analyse sommaire des développements récents et perspectives*. Présentation au FMI dans le cadre du Cours de Programmation et Politiques Financières. Washington DC : FMI.
- KABUNGU, B. B. (2019). *Problèmes de développement des pays en voie de développement*. Support de cours dispensé en L1 Assistance Sociale. Kinshasa : INTS.
- LUCAS, R. (1988). On the Mechanics of Economic Development, *Journal of Monetary Economics*, (22), 3-42.

- MALTHUS, R. (1798). *An essay on the principle of population*, (réimpression, Cambridge Press, 1992).
- MARX, K. (1867), *Le capital* (réimpression, Editions Sociales, 8 vol, 1978).
- MLACHILA, M., TAPSOBA, R. & TAPSOBA, S. (2015). Pour une croissance de qualité. *Finances et Développement*. Juin 2015, 14-17.
- MALDONADO, M. M. M. & PERALTA, J. G. (n. d.). *La croissance doit déboucher sur la justice sociale*. [en ligne] <http://www.socialwatch.org/fr/node/12554> consulté le 19 mai 2019, à 17:01, heure de Kinshasa.
- PAPAGEORGIOU, C. & SPATAFORA, N. (2012). Economic Diversification in LICs: Stylized Facts and Macroeconomic Implications. *IMF Staff Discussion Note* 12/13. Washington: International Monetary Fund.
- PREBISCH, R. (1949). *The economic development of Latin America and its principal problems*. New York: United Nations publication.
- RICARDO, D. (1817), *Les principes de l'économie politique et de l'impôt* (Réimpression, Champs-Flammarion, 1977).
- ROMER, P. (1986), Increasing Returns and Long Run Growth. *Journal of Political Economy*, (94)5, 1002-1037.
- ROSTOW, W. (1963). *Les étapes de la croissance économique*. Paris : Seuil.
- SANNASSEE, R. V., SEETANAH, B. & LAMPORT, M. J. (n. d.). Diversification des exportations et croissance économique : le cas de Maurice. [en ligne] [https://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/cmark\\_chap1\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/cmark_chap1_f.pdf) consulté le 19 mai 2019, à 18 :26, heure de Kinshasa.
- SMITH, A. (1776). *Recherche sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*, Vol I et II (réimpression, GF-Flammarion, 1991).
- SOLOW, R. M (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth, *Quarterly Journal of Economics*, (70), février, 65-94.
- SPATAFORA, N. (2019). *Diversification économique et ressources naturelles*. Module dispensé dans le cadre du Cours de Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles. Ebène : Institut du FMI pour le Développement des Capacités.
- WILKINSON, R. G. & PICKETT, K. (2009). *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*. Londres: Penguin.

